


f
(<https://www.facebook.com/JournalExpressDrummond>)

tc • MEDIA
(<http://tctranscontinental.com/>)

L'Express

Flux RSS  ([/rss.xml](#)) Édition électronique  (<http://tcmediatheque>)

< À NE PAS MANQUER ► L'été est là... et les tiques aussi LIRE PLUS (<http://www.journalexpress.ca/actualites/2017/7/7/l-ete-est-la-et-les-tiques-aussi.html>) >

 (/) > [Actualités \(/actualites.html\)](/actualites.html) > [Société \(/actualites/societe.html\)](/actualites/societe.html)

Des conséquences «révoltantes»

Ralentissement dans les centres de prélèvement



©Journal L'Express TC Média @Ghyslain Bergeron

SANTÉ. Les activités des centres de prélèvements sont revenues à la normale, lundi, après quelques jours de ralentissement. Cependant, les conséquences sur les usagers ont été bien réelles.

«Les problématiques informatiques occasionnant un ralentissement depuis le 5 juillet sont maintenant résolues. Par conséquent, l'établissement peut fonctionner de nouveau en mode informatisé», a annoncé le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec (CIUSSS-MCQ) par voie de communiqué.

«Nous anticipons un niveau d'affluence plus accru qu'à l'habitude et nous faisons appel à la compréhension de la population si le délai d'attente est un peu plus important au cours des prochains jours.»

Des impacts réels

Une jeune maman originaire de Drummondville, qui a préféré garder l'anonymat, a vécu de près cette réalité.

Elle s'est présentée à la mini-urgence mercredi parce que son petit garçon de six mois souffrait d'une maladie mystérieuse depuis quelques jours. «Le médecin que j'ai rencontré supposait que c'était une infection urinaire, mais nous a envoyés à l'hôpital Sainte-Croix pour récolter des échantillons d'urine afin d'être certain. Les prélèvements ont été faits, et tout s'est bien passé jusque là», raconte-t-elle.

Toutefois, elle n'était pas au bout de ses peines. Le lendemain, elle a reçu un appel du même médecin qui l'a informée qu'ils n'ont pas pu avoir les résultats complets des analyses et que, par conséquent, il n'était pas en mesure de dire si c'était vraiment une infection urinaire ou pas. «Ils m'ont dit que c'était possible que ça prenne plusieurs jours avant d'avoir les résultats et que, par prudence, je devais me présenter à l'urgence. Immédiatement.»

En tout, elle a passé 23h à l'urgence avec son petit homme de six mois dans les bras. Si les résultats des analyses ne sont pas le seul facteur qui a fait en sorte que l'attente a été si longue, la jeune mère estime que ça a tout de même joué un rôle majeur. Les analyses partielles auxquelles les professionnels ont eu accès au premier abord n'étaient pas assez précises pour établir un diagnostic sans équivoque.

« Il s'est écoulé environ 48h entre ma visite à la mini-urgence et le dévoilement des résultats. Quarante-huit heures avant d'être absolument certain que c'était une infection urinaire. Imagines-tu si ça c'était rendu à ses reins ? Ça aurait pu être très dangereux. C'est fragile, un bébé.

»

— Une jeune maman drummondvilloise

Elle est sortie du centre hospitalier avec des antibiotiques et une franche aversion pour le système de santé, d'après son propre avis. «J'étais vraiment inquiète pour mon enfant. Je suis encore fâchée de ce qui s'est passé, déplore-t-elle d'un ton découragé. Si ça avait été moi qui ne se sentait pas bien, j'aurais pris sur moi. Mais là, on parle d'un bébé. Ça ne se fait pas.»

Une situation qui exaspère

D'après l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), il en a résulté des retards considérables dans le traitement et la sortie des rapports, ainsi que le rejet de certains échantillons nécessitant un traitement rapide qui n'a pu être respecté. Certains prélèvements effectués dans les journées du 4 et du 5 juillet devront être repris à cause de délais excessifs avant analyse. «Comme la majorité des procédures de laboratoire nécessite l'utilisation du système informatique, le chaos s'installe vite lorsqu'il fait défaut», constate Sylvie Godin, porte-parole de l'APTS dans la région.